



IRSEM

INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

La Lettre

Décembre 2022

www.irsem.fr

[VIE DE L'IRSEM \(p. 2\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 13\)](#)

États-Unis

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 16\)](#)



[À VENIR \(p. 17\)](#)

**MEILLEURS
VOEUX**

2023

L'ÉQUIPE DE L'  **IRSEM**
INSTITUT DE RECHERCHE STRATÉGIQUE
DE L'ÉCOLE MILITAIRE

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Sabine Dini, chercheuse post-doctorale.



Sabine DINI est chercheuse postdoctorante au VIP de l'Université Versailles Saint-Quentin-Paris Saclay dans le cadre du programme « résident » de l'IRSEM. Docteure en sociologie de Sorbonne Paris Nord (qualifiée en section 04 et 19), sa thèse portait sur la gouvernance des migrations internationales par le don dans la Corne de l'Afrique. Son travail a

reçu le prix Léon Bourgeois du GRAM CERI Sciences Po, de l'Association française pour les Nations unies et de l'Association Kofi Annan.

Précédemment, elle a travaillé au Haut-Commissariat pour les réfugiés (HCR), à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) ou la Banque mondiale (WBG). Sabine Dini a enseigné la sociologie et la sociologie de l'international à l'Université Sorbonne Paris Nord et l'Université catholique de Lille. Elle est membre de l'Institut Convergences Migrations.

Ses recherches actuelles portent sur l'implication des acteurs de la sécurité et de la défense dans la gouvernance des migrations internationales dans la Corne de l'Afrique.

L'institut salue le départ d'Angélique Palle, admise au concours d'entrée de l'INSP, et lui souhaite une bonne continuation.

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Les Champs de Mars. Revue d'études sur la guerre et la paix, n° 36.

« Droit de la défense, état des lieux et perspectives juridiques », dirigé par Luc KLEIN et Thibaud MULIER.

En parcourant les huit contributions académiques de ce numéro, le lecteur se plongera au cœur des sujets qui nourrissent les réflexions de la doctrine juridique actuelle du droit de la défense. La démarche juridique vise en effet à relever les cohérences et éventuelles incohérences des corpus de règles, imbriqués dans et contraints par plusieurs ordres juridiques (national, régional et international), à mettre en lumière les évolutions interprétatives, ou au contraire la stabilité de certains ensembles normatifs. Si la méthode peut apparaître aride considérée de l'extérieur, elle est néanmoins une étape nécessaire à la compréhension de l'ensemble, dont les composantes sont souvent enchevêtrées voire éparpillées aux quatre coins de l'ordre juridique. Pour atteindre cet objectif, tous les regards du droit public ont leur pertinence. Mettre au jour les lignes de force actuelle du droit de la défense appelle la mobilisation des outils du droit constitutionnel, du droit administratif, du droit des finances publiques, du droit de l'Union européenne, ou encore les questionnements du droit des libertés fondamentales, voire dans une moindre mesure le droit fiscal. Un constat en ressort : le droit de la défense s'inscrit au cœur du droit public, aucune de ses disciplines ne peut rester indifférente aux enjeux qu'il charrie.



Brève stratégique n° 52 – 14 décembre.

« [Enjeux climatiques et conflits : une lecture stratégique de la COP27](#) », par Charlotte DESMASURES, 2 p.

Guerre en Ukraine, tensions entre les États-Unis et la Chine, revendications de souveraineté par Taïwan : la 27^e édition de la Conférence des parties (Conference of Parties – COP) sur les changements climatiques montre à quel point les enjeux stratégiques liés aux questions de souveraineté et de défense encadrent, voire influencent, les discussions sur le climat.



Note de recherche n° 133 – 20 décembre

« [Les drones militaires, porte d'entrée de la puissance turque en Afrique](#) », par Charles JOSEPH, 12 p.

À partir des révolutions des Printemps arabes (17 décembre 2010), la Turquie de Recep Tayyip Erdogan profite de l'instabilité qu'elles engendrent dans

le monde arabo-musulman pour retrouver et conduire à nouveau une stratégie néo-impérialiste fondée sur la diffusion d'une influence politique à l'étranger et l'appropriation économique de parts de marché. Cette ambition repose sur une combinaison de moyens diplomatiques, économiques et militaires. À cet effet, le continent africain est un exemple des plus représentatifs en tant que sphère d'influence de premier ordre au regard de l'exercice d'une « diplomatie du drone » commencé depuis près d'une décennie. En mobilisant à la fois des instruments de *soft power* et de *hard power*, la Turquie s'insère dans une recherche de leadership et souhaite *de facto* s'affirmer au sein de la compétition de puissances à l'œuvre en Afrique.

which is leading to both tensions and potential synergies in policymaking. How have the concepts of 'sustainable modernisation' and 'strategic autonomy' been defined and understood in the EU and India? And what are the main convergences and divergences regarding their perspectives?

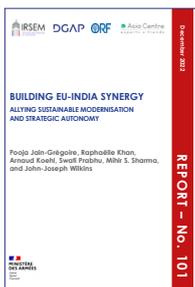


Note de recherche n° 134 – 23 décembre.

« [La Garde nationale dans le système fédéral américain : entre force de sécurité intérieure et réserve opérationnelle des armées](#) », par Thibault DELAMARE, 23 p.

La Garde nationale américaine est un système complexe de réserve organisé à l'échelon des États fédérés des États-Unis d'Amérique. Son origine remonte à la Révolution américaine, lorsque les colonies s'émancipèrent en employant leurs milices. Ce fait fondateur octroie à ces dernières une place de choix dans la Constitution. Ces milices, ancêtres de la Garde nationale, constituent à l'origine un contre-pouvoir aux armées régulières. Elles équilibrent à la fois l'armée permanente (*standing army*) et les relations entre le Congrès (qui définit leurs emploi et moyens), le président (en cas d'insurrection ou de conflit) et les États fédérés (à travers leurs gouverneurs), où elles assurent des missions de sécurité publique.

À partir des expériences coloniales de la fin du XIXe siècle mais surtout après celles acquises lors des deux guerres mondiales, les Gardes nationales s'entraînent et s'équipent selon les mêmes standards que l'US Army et l'US Air Force pour pouvoir combattre à leurs côtés. La Garde nationale contribue ainsi à l'équilibre des relations politico-militaires américaines et implique ses soldats-citoyens dans la politique de défense et de sécurité de la première puissance militaire.



Report No. 101 – 22 décembre.

« [Building EU-India Synergy: Allying Sustainable Modernisation and Strategic Autonomy](#) », by Pooja JAIN-GRÉGOIRE, Raphaëlle KHAN, Arnaud KOEHL, Swati PRABHU, Mihir S. SHARMA, and John-Joseph WILKINS, 64 p.

Strategic convergences mean that EU-India partnerships have the potential to be a vector of change for both actors and to offer new prospects for policy dialogue, as well as shared technical, industrial, and economic development. However, their overall differences of approach should be better understood and points of contention should also be further analysed so as to ultimately be addressed in a transparent manner.

Two key areas in the context of a rapidly changing geopolitical landscape have been 'sustainable development' and 'strategic autonomy'. Yet overlaps between the two matters are becoming increasingly complex. This complexity, in turn, requires innovative solutions that need to be addressed at all policy levels, including bilateral partnerships.

This study identifies and examines ways in which these two objectives intersect for the EU and India; a process

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM

Animé par Alexandre Jubelin



Dans le bunker #52 – 2 décembre.

« [Volontaire](#) » d'Hélène FILLIÈRES (2017), par Camille BOUTRON, 30 mn.

« Le Collimateur » revient avec [Camille Boutron](#), chercheuse Sociologie des conflits et du genre à l'IRSEM, sur le film *Volontaire* d'Hélène Fillières, sorti en 2017, dépeignant le parcours d'une jeune engagée à l'École navale, jusqu'au stage commando.



Épisode 182 – 6 décembre.

« [La guerre spatiale aura-t-elle lieu ?](#) », avec la capitaine Béatrice HAINAUT, 1 h 22.

La capitaine [Béatrice Hainaut](#) est chercheuse Espace à l'IRSEM.
 2:40 Le Traité de l'espace de 1967 et le cadre réglementaire des activités spatiales.
 13:30 Le retour des armes dans l'espace après la fin de la guerre froide.
 26:00 État des lieux international.
 47:00 La Space force et son influence.
 58:30 Le New Space et SpaceX.
 1:04:00 La dimension spatiale de la guerre en Ukraine.



Épisode 183 – 13 décembre.

« [La tournée des espions russes](#) », avec Romain MIELCAREK, 1 h 10.

Romain Mielcarek, journaliste indépendant spécialisé dans les questions de défense, est l'auteur des *Moujiks* (Denoël, 2022).
 2:20 L'auteur, le projet et le contexte.
 6:30 Sergueï.
 17:30 La surveillance des agents russes à Paris.
 36:30 Intérêt et services.
 48:30 Toussovka et influences.
 52:30 Le renseignement français en Russie.
 1:00:15 L'impact de la guerre en Ukraine sur le renseignement russe.



Têtes chercheuses #15 – 16 décembre.

« [Un wargamer et un cygne noir entrent dans un bar](#) », avec Antoine BOURGUILLEAU.

Alexandre Jubelin reçoit Antoine Bourguilleau, doctorant à Paris I et auteur de *Jouer la guerre* (Passés composés), pour parler des atouts et des limites de la pratique du wargaming pour les militaires, à travers un article de 2008 de P. Perla, « [So a Wargamer and a Black Swan Walk into a Bar...](#) ».



Épisode 184 – 20 décembre.

« [Le lawfare : faux concept et vrai problème stratégique](#) », avec Amélie FÉREY, 1 h 14.

Amélie Férey est chercheuse au centre des études de sécurité de l'IFRI, coordinatrice du laboratoire de recherches sur la défense.
 5:00 Le concept de *lawfare* et sa genèse.
 19:30 Le travail de manipulation des normes.
 34:00 La force des tribunaux.
 44:30 Les procédures-bâillons.
 52:00 La sécurité juridique des militaires.
 56:30 La Russie et l'arsenal juridique de l'invasion de l'Ukraine.
 1:08:00 La France et le *lawfare*.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)
 Retrouvez tous les épisodes sur Soundcloud, Deezer, Spotify, Itunes et [irsem.fr](#).

ÉVÉNEMENTS

1^{er} décembre : Visite d'une délégation du Centre for Security and Military Strategic Studies (CSMSS), affilié à l'Université de Défense tchèque.



Le 1^{er} décembre 2022, l'IRSEM a reçu une délégation du Centre for Security and Military Strategic Studies (CSMSS), un institut de recherche affilié à l'Université de Défense tchèque.

Après avoir présenté les missions clefs du CSMSS, la délégation tchèque s'est entretenue avec l'IRSEM sur de nombreuses questions relatives à l'impact du conflit en Ukraine sur la guerre de haute intensité et la sécurité, mais aussi sur le dialogue UE-OTAN. Un autre aspect de ces échanges a concerné le développement de la coopération entre l'IRSEM et le CSMSS dans le cadre du réseau NESSI (Network of European Strategic Studies Institutes).

Créé en 2021 sur initiative de l'IRSEM, NESSI regroupe dix-sept instituts stratégiques européens homologues de l'IRSEM, dont le CSMSS. En janvier 2023, l'Allemagne prendra la présidence de NESSI pour la 3^e année d'existence du réseau.

6 décembre : Conférence « [Pas tout à fait la guerre, plus tout à fait la paix : les démocraties occidentales face à la guerre de l'information](#) », BNF, en partenariat avec l'IRSEM.

La BNF a organisé en partenariat avec l'IRSEM une conférence sur la sensibilisation aux guerres de l'information. Modérée par Élise Vincent, correspondante défense au journal *Le Monde*, et en présence de deux chercheurs de l'IRSEM, [Maxime Audinet](#) et [Maud Quessard](#), ainsi que de Frédéric Douzet, professeure des universités à l'Institut français de géopolitique l'université Paris 8 Vincennes – Saint-Denis, la table ronde a permis d'explorer les différents enjeux de ce nouveau type de guerre à laquelle les démocraties occidentales sont confrontées.

6 décembre : Séminaire de recherche « Prendre et devenir l'État pendant la révolution au Soudan », avec Clément DESHAYES.

Le 6 décembre, à l'occasion du séminaire de recherche de l'IRSEM, le chercheur [Clément Deshayes](#), du domaine « Afrique – Asie – Moyen-Orient » a présenté la première version d'un article portant sur la transition politique au Soudan. Le papier et la présentation ont été discutés par la professeure Assia Boutaleb du département de science politique de l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Le point de départ de cet article provient d'une interrogation sur un des points aveugles de la littérature sur les transitions politiques : la transformation des institutions politiques et leur relation avec les différentes administrations de l'État. Il s'agit donc de contribuer à produire de l'intelligibilité à propos de situations politiques qui paraissent confuses et contradictoires et à ouvrir des points de comparaison avec d'autres pays ayant connu des dynamiques de crises politiques ces dernières années. L'enquête au fondement de cet article a pour cadre le Soudan révolutionnaire et plus particulièrement les conseillers ministériels du gouvernement de transition (2019-2021).

À partir des trajectoires et des expériences pratiques de ces acteurs, cet article démontre trois dynamiques centrales de la période étudiée. Premièrement, les conseillers ministériels qui accèdent à des positions de pouvoir appartiennent à des réseaux politiques préconstitués durant les années d'opposition au régime d'Omar al-Bashir et sont des acteurs bénéficiant de capitaux sociaux et politiques importants. Deuxièmement, l'institution dans laquelle ils font leur entrée est historiquement marginalisée et voit son pouvoir réduit par l'armée soudanaise qui tente de freiner les efforts des forces civiles qui entrent dans l'État

à différents niveaux à la suite des accords de partage du pouvoir. Dans le cadre d'une crise politique qui s'inscrit dans la durée, le gouvernement devient un des lieux de compétition entre différents acteurs (partis, forces révolutionnaires, armée, milices et groupes rebelles) pour la définition future des institutions. Troisièmement, l'étude du gouvernement de transition révèle également la méfiance réciproque entre les administrations et les nouveaux entrants. Ceux-ci, du fait de leur histoire conflictuelle avec l'État, sont dans une dynamique de régression vers un habitus politique oppositionnel et s'appuient essentiellement sur des réseaux externes à l'État. Malgré les purges, il se perpétue à l'intérieur des administrations de véritables enclaves autoritaires qui ralentissent le rythme des changements politiques et sur lesquels des acteurs hostiles au processus de transition se sont appuyés lors du coup d'État d'octobre 2021.

La discussion qui a suivi la présentation a souligné l'originalité des matériaux empiriques à la source de l'article et a permis d'engager une discussion théorique et pratique, d'une part, sur la question de la méfiance entre institutions et administration dans les périodes d'incertitude et, d'autre part, sur les défis méthodologiques du travail du chercheur en période de crise politique.

7 décembre : Séminaire sur la situation militaire et humanitaire dans les territoires récemment libérés d'Ukraine, avec Ioulia SHUKAN (maître de conférences à l'université Paris X), Yulia KRASYLNIKOVA et Imke HANSEN (ONG Vostok SOS).

La sociologue Ioulia Shukan, maître de conférences à l'université Paris X, et des représentants de l'ONG Vostok SOS investie dans l'aide humanitaire et l'évacuation des civils de la ligne de front en Ukraine ont présenté, le 7 décembre 2022, le bilan de leurs observations au retour d'une mission de terrain effectuée dans les territoires récemment libérés des régions de Kherson, de Zaporojie, de Donetsk et de Kharkiv au début du mois de décembre 2022.

Ioulia Shukan a commencé par dresser un tableau d'ensemble, soulignant la disparité des situations locales, certaines régions libérées par l'armée ukrainienne depuis le début de l'automne 2022 ayant été lourdement bombardées et presque entièrement détruites, d'autres, comme Kherson, ayant été relativement épargnées après l'invasion, fortement endommagées au moment du retrait russe et étant depuis soumises à des frappes de missiles et d'artillerie répétées. Partout la situation humanitaire reste très précaire, les coupures d'électricité empêchant le chauffage des bâtiments et leur approvisionnement en

eau. Se posent par ailleurs le problème aigu du déminage et la délicate question du traitement de la collaboration.

Kateryna Skrypova qui coordonne les actions humanitaires de l'ONG SOS Vostok a noté que la coopération avec les organismes gouvernementaux chargés d'aider les personnes en détresse dans les zones de combat s'était notablement améliorée depuis 2014. L'ONG SOS Vostok a mis en place un numéro unique d'assistance téléphonique pour faciliter l'acheminement de l'aide et l'évacuation des personnes en difficulté, en particulier des personnes âgées et handicapées ; elle se concentre sur les hameaux et les petits villages où les ONG plus importantes ne vont pas. Pour atteindre certaines localités, l'aide des militaires est indispensable. Il apparaît que les départs se font par vagues et que certaines personnes rentrent chez elles, pensant qu'ayant survécu à l'occupation, elles pourraient survivre à l'hiver sans chauffage.

Imke Hansen, spécialiste allemande des études sur le traumatisme, installée de longue date dans le Donbass, a exposé les raisons de la résilience de trois groupes sociaux. La population civile, habituée aux difficultés, démontre une grande adaptabilité et fait preuve d'une forte mobilité spatiale : beaucoup de gens partent quand la situation devient trop dangereuse et reviennent dès qu'ils le peuvent, restant ainsi connectés à la fois à leur environnement familial et en contact avec leurs proches déplacés. Toujours plus nombreux, les volontaires apportent une large part de l'aide, assurent la vitalité du lien social et voient le bénéfice immédiat de leur action. Les membres des forces armées et de la défense territoriale ont l'impression de servir une juste cause et se sentent fortement soutenus et encouragés par l'arrière.

Tim Bohse a quant à lui souligné le rôle des volontaires dans les administrations locales, tout en envisageant les défis de la désoccupation et les difficultés à venir du fait de l'approche de l'hiver et des capacités limitées de l'Etat. Il ressort de leurs témoignages et de leurs observations que la société ukrainienne, très polarisée avant l'invasion du 24 février 2022, montre un front uni face à l'adversité et résiste avec détermination.

8 décembre : Visite d'une délégation militaire finlandaise.

Le 8 décembre 2022, l'IRSEM a reçu une délégation militaire finlandaise menée par leur attaché de défense. Des membres du Finnish Defence Command, ainsi que de l'université de Défense nationale (Finnish National Defence University) ont pu visiter l'IRSEM et échanger avec des chercheurs et la déléguée au développement international et aux relations institutionnelles.

Cette rencontre a été l'occasion de discuter de l'impact du conflit en Ukraine sur la sécurité nucléaire ainsi que de la politique de la France et de l'Union européenne sur le continent africain. Par ailleurs, la délégation finlandaise a témoigné un intérêt marqué pour les perceptions françaises des évolutions régionales au Sahel.

Avec l'intégration progressive de la Finlande à l'OTAN, les relations entre la France et la Finlande, qui ont signé en 2018 un document cadre sur la coopération de défense, sont susceptibles de se renforcer.

5-9 décembre : Mission aux Philippines de Marjorie VANBAELINGHEM.

[Marjorie Vanbaelinghem](#), directrice par intérim de l'IRSEM, s'est rendue aux Philippines pour rencontrer l'équipe du [National Defense College of the Philippines](#) – Institut qui forme les officiers et conduit des travaux de recherche – et évoquer les défis de sécurité pour les pays de l'Indopacifique. L'importance du rôle de la recherche, de l'enseignement militaire supérieur et les possibles coopérations entre l'Institut et les Philippines ont également été au cœur des discussions.

Lors de cette mission, Marjorie Vanbaelinghem a aussi rencontré l'équipe de l'[Ateneo de Manila University](#), notamment sa School of Government, qui a lancé des projets de recherche sur l'Asie du Sud-Est, la lutte informationnelle et l'économie bleue. Elle a également conduit des entretiens avec des chercheurs locaux et des diplomates étrangers autour des évolutions géopolitiques et de la militarisation de la zone.

13 décembre : Présentation de l'ouvrage *Guerre et écologie* d'Adrien ESTÈVE.

13 décembre : Séminaire Jeunes Chercheurs.



Le 13 décembre, [Adrien Estève](#), postdoctorant à l'IEP de Paris et à l'IRSEM, a présenté son ouvrage *Guerre et Écologie. L'environnement et le climat dans les politiques de défense* (Presses universitaires de France, 2022) lors d'une conférence en amphithéâtre de Bourcet. Cette conférence, présidée et modérée par [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'IRSEM, a été l'occasion de revenir de manière interdisciplinaire sur les principaux apports de l'ouvrage, et notamment les débats liés à la prise en compte de la protection de l'environnement, de la transition énergétique, et du changement climatique dans le secteur de la défense, à partir des cas de la France et des États-Unis. Les discussions avec le public ont aussi permis de revenir sur plusieurs thématiques centrales de l'ouvrage qui ont été actualisées par l'invasion de l'Ukraine par la Russie, comme la reconnaissance des écocides dans le droit international humanitaire, les développements récents des stratégies énergétiques des armées et les enjeux de décarbonation, ou encore les liens entre conflictualité armée et bouleversements écologiques. Cette conférence a aussi permis de mettre en lumière les recherches en cours à l'IRSEM sur ces thématiques au sein de l'axe « Adaptation et sécurité climatique » piloté par [Benoît Rademacher](#), directeur du domaine « Armement et économie de défense », qui a notamment conduit à la création d'un Climate and Security International Network (CASIN) en partenariat avec l'université Brown (Providence, Rhode Island).

Le mardi 13 décembre a eu lieu le séminaire Jeunes Chercheurs réunissant les doctorants associés à l'IRSEM, sous la direction de [Julia Grignon](#), directrice scientifique de l'institut. Antoine Yenk a présenté ses recherches doctorales pour sa thèse intitulée « Violence politique et rétablissement de la paix : le rôle du Temps dans les guerres civiles contemporaines », dirigée par Nathalie Duclos et Roger Mac Ginty, un travail qui souhaite produire une analyse de la transition de la violence politique au processus de négociation à travers la question temporelle dans les guerres civiles contemporaines. La thèse d'Antoine Yenk permettrait de fournir une nouvelle perspective sur la temporalité entre les actions militaires et le calendrier des négociations. Par exemple, comment peut-on empêcher un accord en utilisant le levier temporel au sein d'un conflit ? Comment le temps peut-il être un outil d'analyse stratégique et met-il en lumière certaines problématiques de l'opérationnel ?

C'est à la fois en s'appuyant sur une analyse théorique des perceptions du temps et sur deux cas d'études (Irlande du Nord et Mali) qu'Antoine Yenk veut faciliter entre autres la distinction entre *temps* et *temporalité*. En somme, le temps peut être à la fois un outil de légitimation de la violence politique, notamment par le biais des mémoires de guerre et des narratifs, et un facteur stratégique, utilisé par les militaires sur le plan opérationnel. Ces travaux ont été notamment discutés par le professeur Benoît Hachet (EHESS) et [Élie Baranets](#) (IRSEM) qui ont apporté leurs réflexions et leurs critiques.

La seconde partie de ce séminaire animée par Élie Baranets était consacrée à la discussion des codes et pratiques de la recherche à travers l'exemple des relations internationales. Il y a évoqué les références parfois trompeuses aux auteurs classiques de la discipline. Selon lui, inclure un auteur dans une réflexion peut parfois mener

à des « étirements » théoriques au profit de la recherche. Une pratique de plus en plus courante serait désormais enracinée au sein de la discipline : mobiliser un auteur en tant que label, pour donner du crédit à certains arguments théoriques. En témoigne selon lui l'utilisation des théories liées aux penseurs contractualistes, en premier lieu Thomas Hobbes et le concept d'état de nature transposé à l'échelle internationale – une transposition parfois coûteuse.

Christophe KARAM
Assistant de recherche

14 décembre : Petit Déjeuner Afrique « L'ingérence russe au Mali et au Sahel aujourd'hui et demain », avec Michael SHURKIN.

Michael Shurkin, spécialiste des pays du Sahel et des opérations des forces armées françaises, ancien chercheur de la RAND, a présenté ses recherches sur « l'ingérence russe au Mali aujourd'hui et demain » dans le cadre des petits déjeuners « Afrique » de l'IRSEM, le mercredi 14 décembre.

Dans sa présentation, Michael Shurkin a commencé dans un premier temps par analyser les actions de la Russie en Afrique par type d'action. D'abord, dans le domaine informationnel, il reste selon lui difficile d'apprécier les effets des campagnes menées sur les réseaux sociaux. Ensuite, dans le domaine commercial, il n'y a pas pour l'instant d'indices d'accords favorables aux Russes et les négociations en cours avec la junte malienne concernant l'exploitation minière ne semblent pas avoir abouti, les mines d'or étant gérées par des Canadiens. Cependant, la réécriture du code minier pourrait favoriser les intérêts russes à moyen terme. Enfin concernant le volet sécuritaire, il apparaît ainsi que la société militaire privée Wagner est présente au Mali pour des raisons d'État plutôt que pour des motifs financiers. Elle est surtout présente dans le centre du Mali, où se concentrent la population et les activités économiques, la région de Menaka, ancienne zone d'opérations françaises, ayant été abandonnée à l'État islamique. La SMP russe mène en majorité des opérations conjointes avec les forces armées maliennes (171 actions conjointes contre 24 actions menées seule). En concentrant son activité sur une zone considérée comme plus importante par le Mali, Wagner répond à une demande forte de la junte au pouvoir qui souhaite promouvoir une action plus musclée dans cette région.

Dans un deuxième temps, Michael Shurkin a proposé une réflexion sur la réceptivité des sociétés africaines à l'égard du discours russe et sur les mesures que la France pour-

rait prendre pour contrer l'influence russe et contribuer à la stabilité de la région. Il a notamment insisté sur l'impossibilité de mesurer l'ampleur réelle d'un ressentiment vis-à-vis de l'intervention française, mais a souligné l'importance de la mémoire de cette intervention qui pèse sur les représentations des Maliens et notamment des élites. Cette présentation et les questions qui ont suivi, ont permis de mettre l'accent sur les enjeux stratégiques et les défis posés par l'ingérence russe au Mali.

16 décembre : Visite de Daniel Prins (directeur du groupe Réforme du secteur de la sécurité, ONU).



Le 16 décembre 2022, l'IRSEM a reçu la visite du directeur Réforme du secteur de la sécurité (RSS) à l'ONU, M. Daniel Prins, et de sa collaboratrice Mme Lizzo. La délégation onusienne a exposé l'ampleur structurelle de la réforme RSS, actée par la résolution du Conseil de sécurité 2553 (2020), ainsi que par le rapport du secrétaire général (S/2022/280). La réforme ambitionne de repenser et de renforcer le « secteur de la sécurité », « un terme général, souvent mobilisé pour décrire les structures, institutions et personnel responsables du management, de la garantie et de la supervision de la sécurité dans un pays donné ».

Dans cette perspective, l'IRSEM et la délégation onusienne ont discuté du rôle des think-tanks dans la mise en œuvre de la réforme RSS, de leurs apports en expertise à leurs possibles contributions à la formation d'un climat national sécuritaire en phase avec les standards RSS.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Maxime AUDINET

- Participation à la conférence « [Pas encore la guerre, plus tout à fait la paix : les démocraties occidentales face à la guerre de l'information](#) », BNF/IRSEM, 6 décembre 2022.
- Intervention dans le documentaire « [Au cœur de la propagande russe](#) », France 5, 11 décembre 2022.
- Conférence : « Étudier un média en contexte autoritaires : le cas du réseau RT » devant les étudiants du master de journalisme de l'université Sorbonne Nouvelle, 13 décembre 2022.
- Cité dans « [Fake news, armes, mercenaires : comment la Russie tente de prendre sa revanche en Afrique](#) », *Les Échos*, 15 décembre 2022.
- Cité dans « Russian Official in Africa Wounded by Package Bomb, Moscow Says », *The New York Times*, 16 décembre 2022.
- Nomination comme chercheur associé au Centre d'analyse et de recherche interdisciplinaires sur les médias (CARISM) de l'université Paris-Panthéon-Assas et au programme Afrique de l'Institut Egmont (Bruxelles), décembre 2022.



Élie BARANETS

- Discussion des travaux d'Antoine Yenk, puis présentation « Codes et pratiques de la recherche au travers l'exemple des relations internationales », séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, École militaire, 13 décembre 2022.
- Présentation : « La société à l'épreuve des enjeux stratégiques du XXI^e siècle », à la conférence de l'association Minerve « Vers une nouvelle donne stratégique », 15 décembre 2022.



Paul CHARON

- Présentation des travaux du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » sur l'influence à une délégation du ministère japonais des Affaires étrangères, École militaire, 6 décembre 2022.
- Intervention : « Les opérations d'influence chinoises », séminaire de l'Académie du renseignement, École militaire, 9 décembre 2022.
- Séance de travail sur l'influence avec les auditeurs IHEDN du comité 3 de la majeure Défense et sécurité économiques, École militaire, 9 décembre 2022.
- Intervention : « Les stratégies d'influence comme enjeu de puissance : perspectives de la Chine », dans le cadre du 5^e cycle « Cadres du ministère des Armées (DRSD) » organisé par l'IHEDN, École militaire, 13 décembre 2022.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Conférence : « Changements et évolutions des équilibres au Moyen-Orient entre 2011 et 2022 », GIFAS, 7 décembre 2022.
- Participation au webinaire « Le rapprochement Turquie et pays du Golfe », Observatoire Golfe, DGRIS, 13 décembre 2022.
- Participation au jury de la soutenance de thèse de Pauline Khoury, « Mutations et enjeux des élites économiques en temps de guerre. Le cas des hommes d'affaires syriens (2011 -2019), Université Vincennes/Saint-Denis (Institut français de géopolitique), discipline Géographie, mention Géopolitique, 14 décembre 2022.
- Article : « Les accords Abraham ont-ils changé le Moyen-Orient ? », *Alternatives économiques. Quel monde en 2023 ?*, CERi, décembre 2022.



Clément DESHAYES

- Intervention : « From illegality to ministries: adjusting ethics and ethnography to trajectories bifurcations in time of political fluidity » lors de la journée d'étude « Theoretical, methodological, and ethical issues while conducting research in times of political crisis », INALCO, 7 décembre 2022.



Adrien ESTÈVE

- Publication : « Intégrer les enjeux climatiques dans le secteur de la défense en France. La climatisation comme changement graduel de l'action publique », *Gouvernement et action publique*, vol. 11, 2022/3, p. 55-73. DOI : 10.3917/gap.223.0055.



Béatrice HAINAUT

- Podcast : « La guerre spatiale aura-t-elle lieu ? », *Le Collimateur*, IRSEM, 6 décembre 2022.

- Interviewée par William Molinier, « La guerre secrète des satellites-espions boostée avec le conflit en Ukraine », *Europe 1*, 7 décembre 2022.

- Interviewée par Justine Frayssinet, « Satellites – La Russie nous espionne... même dans l'espace », *24H Pujadas*, LCI, 16 décembre 2022.



Édouard JOLLY

- Interviewé par Arnaud Vaulerin, « [Chine-Taiwan : les signaux d'une invasion scrutés de très près](#) », *Libération*, 25 novembre 2022.

- Entretien avec une délégation finlandaise sur les missions des armées françaises et leur avenir, IRSEM, 8 décembre 2022.

- Podcast : « [Guerre en Ukraine : que change le froid dans le conflit](#) », RTL, 22 décembre 2022.

- Intervention conjointe avec des reporters de guerre sur le conflit armé en Ukraine au profit de l'association des Alumni de l'EdG-T, Cercle national des armées, 13 décembre 2022.

- Entretien avec Daniel Prins, directeur du groupe Réforme du secteur de la sécurité (RSS) au bureau de l'état de droit et des institutions de sécurité au Département des opérations de paix (DOP) de l'ONU, IRSEM, 16 décembre 2022.

- Invité de l'émission LCI Midi, présentée par Christophe Moulin et Anne Seften, LCI, [16 décembre](#) et [20 décembre 2022](#).



Sümbül KAYA

- Publication : avec Anaïk Purenne, Marion Carrel et Julien Talpin, « Converting ordinary resistance into collective action: Visibility struggles, discreet antiracist mobilisations and intermediation work in the French *banlieues* », *European Journal of Cultural and Political Sociology*, 12 décembre 2022. DOI: [10.1080/23254823.2022.2153712](#).



Céline MARANGÉ

- Organisation d'un séminaire sur la situation dans les territoires récemment libérés d'Ukraine en présence de la sociologue Ioulia Shukan et de représentants de l'ONG Vostok SOS et de la plateforme allemande CivilM+, IRSEM, 7 décembre 2022.

- Entrée dans la réserve citoyenne de l'armée de l'air et de l'espace au grade de colonel, 8 décembre 2022.

- Co-organisation du séminaire « L'ingérence russe au Mali et au Sahel aujourd'hui et demain » avec comme intervenant Michael Shurkin, spécialiste américain des pays du Sahel et des opérations des forces armées françaises, IRSEM, 14 décembre 2022.



Maud QUESSARD

- Intervention à la conférence : « [Pas tout à fait la guerre, plus tout à fait la paix : les démocraties occidentales face à la guerre de l'information](#) », BNF/IRSEM, 6 décembre 2022.



Maxime RICARD

- Discutant, Atelier du Club Phoenix portant sur les *modus operandi* des groupes armés non étatiques, Innovation Défense Lab, Paris, 6 décembre 2022.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Conférence : « L'affirmation de la puissance chinoise, un risque pour la stabilité en Asie ? », IHEDN – Session régionale, Toulouse, 13 décembre 2022.
- Modération de la table ronde « Les enjeux de sûreté maritime », Conférence du CESM sur l'organisation de la sécurité maritime, Paris, 14 décembre 2022.
- Cité dans l'article « [Vietnam steps away from Russia reliance with first defense expo](#) », *Nikkei Asia*, 4 décembre 2022.



Marjorie VANBAELINGHEM

- Mission au National Defense College of the Philippines et à l'Ateneo de Manila University, Philippines, 5-9 décembre 2022.



Victor VIOLIER

- Participation à la 3^e séance du séminaire organisé par le groupe « Mondes postsoviétiques » du CERI Sciences Po, « Guerre à l'horizon : vulnérabilité infrastructurelle dans les communautés de première ligne du Donbass » par Anastasia Riabchuk, 6 décembre 2022.
- Participation à la réunion sur la situation militaire et humanitaire dans les territoires récemment libérés d'Ukraine organisée par Céline Marangé avec l'ONG Vostok SOS et Ioulia Shukan, maître de conférences à l'Université Paris Nanterre, 7 décembre 2022.
- Lauréat du Prix 2023 de la Fondation pour les sciences sociales (Fondation de France) sur le thème « Un monde en guerre ? ». Titre de la proposition d'article de recherche en lien avec le projet postdoctoral poursuivi au CERI Sciences Po et à l'IRSEM : « Interventions militaires et consensus politique en situation autoritaire : le cas de la Russie contemporaine », décembre 2022.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Raphaëlle KHAN

- Publication : avec Pooja Jain-Grégoire, Arnaud Koehl, Swati Prabhu, Mihir S. Sharma et John-Joseph Wilkins, « [Building EU-India Synergy: Allying Sustainable Modernisation and Strategic Autonomy](#) », Report 101, IRSEM/DGAP/ORF/Asia Centre, 22 décembre 2022.



COL Michel PESQUEUR

- Article : « De Lattre et les blindés », *Batailles et blindés*, n° 111, décembre 2022.



Malcolm PINEL

- Article : « L'aviation à long rayon d'action (ALRA) russe : l'enfant gâté de parents pauvres », *Vortex – Études sur la puissance aérienne et spatiale*, n° 4, « Renseignement aérien et spatial », décembre 2022.



Damien VAN PUYVELDE

- Article : avec Pauline Blistène, « A delicate turth: John le Carré, spy fiction and intelligence », *Intelligence and National Security* (advanced online article), décembre 2022.
- Chapitre : « La production des savoirs dans la communauté américaine du renseignement », dans O. Forcade (dir.), *Les Intelligence Studies aujourd'hui : doctrines, pratiques, perspectives*, Paris, La Documentation française, décembre 2022.
- Chapitre : « Transcender "l'école française" des études sur le renseignement », dans O. Forcade (dir.), *Les Intelligence Studies aujourd'hui : doctrines, pratiques, perspectives*, Paris, La Documentation française, décembre 2022.

- Chapitre : avec Sonia Sangiovanni, « Private sector intelligence », dans Robert Dover, Huw Dylan, Michael Goodman (dir.), *Research Agenda for Intelligence Studies and Government*, Cheltenham, Edward Elgar, décembre 2022.

- Conférence : « Intelligence warning and the COVID-19 pandemic », Norwegian Intelligence School, Oslo, 8 décembre 2022.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

LES ÉTATS-UNIS ET LA FRANCE

Zack COOPER, Mathieu DROIN, Nilanthi SAMARANAYAKE, Céline PAJON, « [The United States and France: Partners for the Pacific Islands Region?](#) », Center for Strategic and International Studies, 30 novembre 2022.

Dans un commentaire publié le 30 novembre par le Center for Strategic and International Studies, think tank américain spécialiste de la politique étrangère américaine, Mathieu Droin, Nilanthi Samaranayake, Zack Cooper et Céline Pajon s'interrogent sur ce que pourraient devenir les relations entre les États-Unis et la France en Indopacifique, à l'occasion de la visite d'Emmanuel Macron à Washington. Si, à la suite de l'affaire AUKUS, les deux présidents avaient appelé à une « collaboration robuste dans l'Indopacifique », force est de constater que les progrès demeurent assez limités un an après, comme en témoignent l'absence de mention de la France dans la stratégie nationale de sécurité et la stratégie nationale de défense américaines et l'absence de mention des États-Unis dans la revue nationale stratégique française.

Pour les experts, la région des îles du Pacifique pourrait constituer un espace de coopération approfondie entre la France et les États-Unis, à condition de passer par-dessus leurs différends stratégiques. En effet, les deux pays ont des intérêts similaires et font face aux mêmes défis. Leurs territoires respectifs dans la zone, leurs inquiétudes sur l'assertivité grandissante de la Chine, leur présence militaire significative, ainsi que leur rôle de garants du multilatéralisme et d'un ordre fondé sur les règles devraient les pousser à approfondir leur coopération. Alors que les deux pays sont très engagés dans le Pacifique, avec toutefois un budget très différent, les experts avancent que les désaccords stratégiques sur la vision de l'Indopacifique semblent rendre la France peu fiable aux yeux des États-Unis. De même, alors que les États-Unis prônent une Alliance intégrant davantage le facteur Chine et que certains observateurs européens considèrent que les États-Unis favorisent cette approche pour déplacer ses éléments en Indopacifique, la France s'oppose fortement au pivot Indopacifique de l'OTAN, considérant que la mission de l'Alliance est de protéger la zone euro-atlantique.

Selon les experts, les États-Unis et la France devraient au contraire faire de leurs différentes positions stratégiques une force afin de servir leurs intérêts communs. Quatre domaines de coopération où les deux pays pourraient s'apporter des bénéfices mutuels sont identifiés : la résilience et l'adaptation face au changement climatique, la sécurité et la défense, le maintien de l'ordre en mer, les infrastructures et la connectivité. Bien qu'il puisse être difficile de surmonter les divergences stratégiques, celles-ci ne devraient pas empêcher l'approfondissement de la coopération entre les deux alliés au regard de l'importance que revêt actuellement la région, comme le montre le [communiqué officiel](#) dans lequel les deux présidents s'engagent à renforcer leur partenariat en Indopacifique.

Marie FAUTRAD
Assistante de recherche

LES ÉTATS-UNIS FACE À LA CHINE EN AFRIQUE

Robbie GRAMER, Amy MACKINNON, Jack DESH, « [Biden Plays Nice With Equatorial Guinea to Spoil China's Atlantic Ambitions](#) », *Foreign Policy*, 12 décembre 2022 ; Christina Lu, « [Biden Courts African Leaders at Key Summit](#) », *Foreign Policy*, 13 décembre 2022.

Quel objectif pousse Joe Biden à faire la cour au président de la Guinée équatoriale ? Alors que le sommet États-Unis – Afrique s'est déroulé à Washington du 13 au 15 décembre 2022, Robbie Gramer, Amy Mackinnon et Jack Desh, journalistes au magazine *Foreign Policy*, analysent la campagne diplomatique menée depuis l'année dernière par les États-Unis envers le président de la Guinée équatoriale. Washington met en effet tout en œuvre pour convaincre le président de Guinée équatoriale d'empêcher la construction d'une base navale chinoise dans son pays. Cette base permettrait à la Chine d'avoir un point d'appui dans l'Atlantique sur le golfe de Guinée, au large des côtes de l'Afrique occidentale. Multipliant les envois de délégations de hauts responsables américains, l'Administration Biden a également renforcé sa coopération militaire avec le pays par le biais d'exercices conjoints et de propositions éventuelles d'augmentation d'aide militaire. Cet engagement américain avec un pays autoritaire où la corruption règne et où la règle de droit est inexistante soulève une controverse. Pour les défenseurs des droits humains, cet engagement décrédibilise la promotion américaine des valeurs démocratiques et légitime le régime de dictature du pays.

Les journalistes soulignent les différents points de vue du côté des responsables américains, certains consi-

dérant qu'Obiang se joue ouvertement des États-Unis, d'autres arguant que les enjeux sont trop élevés pour que Washington renonce à dialoguer avec le régime autoritaire. Une des problématiques qui se pose également est de savoir si cette base navale constituera réellement un *game changer* pour la Chine.

En amont du sommet États-Unis – Afrique, auquel était invitée la Guinée équatoriale, la Maison Blanche a annoncé son soutien à l'obtention par l'Union africaine d'un siège permanent au G20 et le prochain voyage du président américain sur le continent. Selon Christina Lu, reporter pour le magazine *Foreign Policy*, le sommet aura été l'occasion pour Joe Biden de réaffirmer son engagement dans la région, à l'heure où cette dernière se rapproche des rivaux des Américains. Toute mention de la Chine aura été délibérément évitée, comme le rapportait Robbie Gramer en décembre. Reste à savoir si l'approche américaine aura réussi à convaincre les pays d'Afrique.

M. F.

ÉTATS-UNIS – UNION EUROPÉENNE

Julian RINGHOF, « [Setting the tone: The value of the EU-US Trade and Technology Council](#) », *European Council on Foreign Relations*, 9 décembre 2022.

Pourquoi le Conseil du commerce et des technologies Union européenne – États-Unis (CTT) n'est-il pas à la hauteur des attentes et quelles pourraient être les pistes concrètes de coopération entre l'UE et les États-Unis dans ce cadre ? C'est à ces questions que Julian Ringhof, spécialiste des questions européennes au European Council on Foreign Relations, think tank paneuropéen indépendant, répond dans une note brève publiée le 9 décembre 2022, soit après le troisième sommet ministériel du CTT à Washington. Si celui-ci, créé en septembre 2021 pour faciliter la coopération transatlantique sur les questions technologiques et commerciales, n'a pas empêché les États-Unis d'adopter l'*Inflation Reduction Act* (IRA) ni permis d'action conjointe sur la Chine, Julian Ringhof considère qu'il faut tout d'abord comprendre ses mécanismes de fonctionnement pour analyser les résultats qu'il pourrait produire.

Instrument non contraignant, le CTT est piloté du côté européen par la Commission européenne, simplifiant donc les procédures mais limitant dans le même temps son champ d'application. Les États-Unis avaient espéré transformer le CTT en instrument géopolitique dirigé contre la Chine. Si cette ambition est partiellement partagée par la

Commission européenne, il revient en grande partie aux 27 États membres de façonner la politique étrangère et de sécurité européenne. La coordination sur les contrôles d'exportations technologiques contre la Russie et le Belarus, titrée comme un des succès du TTC, avait été en réalité négociée au sein du Conseil des Affaires étrangères de l'UE, c'est-à-dire entre États membres. La structure même du CTT ne peut donc permettre aux États-Unis de l'utiliser comme un instrument géopolitique.

Le CTT pourrait revêtir un intérêt géopolitique dans certains domaines. La coopération transatlantique sur les investissements de connectivité dans les pays tiers (Jamaïque et Kenya), ou encore la feuille de route commune vers des terminologies et des métriques sur la fiabilité et le risque de l'IA publiée en décembre 2022 en sont des exemples frappants. Le CTT permettrait de poser les bases de principes fondamentaux qui pourraient devenir des standards à travers le monde. Pour Julian Ringhof, s'il est clair que le CTT ne résoudra pas toutes les questions transatlantiques dans les domaines du commerce et des technologies ni ne fera forcément les gros titres, le Conseil du commerce et des technologies UE – États-Unis pourrait contribuer à établir un marché transatlantique pour les technologies et la transformation digitale qui repose sur des valeurs communes.

M. F.

Conférence « Au lendemain des élections de mi-mandat, où va l'Amérique de Joe Biden ? », IFRI, 9 décembre 2022.

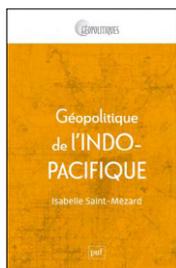
La 21^e conférence annuelle de l'IFRI sur les États-Unis à laquelle l'ancienne chercheuse Chine de l'IRSEM Camille Brugier a participé, s'est déroulée le 9 décembre 2022. Avec pour intitulé « Au lendemain des élections de mi-mandat, où va l'Amérique de Joe Biden ? », la conférence a permis d'analyser les résultats des élections américaines de mi-mandat en novembre dernier et d'aborder les différents aspects de la politique économique et étrangère des États-Unis dans un contexte de compétition stratégique avec la Chine et de guerre en Ukraine. Le premier panel s'est concentré sur la relation économique, commerciale et technologique entre la Chine et les États-Unis et l'impact du découplage États-Unis – Chine à travers les points de vue américain, chinois et européen. Un point particulièrement intéressant a été souligné par Camille Brugier et Elvire Fabry (Institut Jacques Delors) : alors que l'UE prépare un plan de subventions en réaction aux mesures protectionnistes américaines, la réponse de la fédération du patronat allemand (Bundesverband der Deutschen Industrie, BDI) sera décisive pour la cohésion

des 27 : va-t-elle sortir de son orthodoxie économique et permettre davantage de flexibilité sur les dettes publiques et les capacités d'emprunts ? Le panel de politique intérieure a analysé les résultats des élections de mi-mandat, plutôt satisfaisants pour les Démocrates au regard des tendances exprimées dans les sondages, et mis en perspective la réorganisation du champ politique, notamment à l'aune des futures élections présidentielles de 2024.

Le panel de politique étrangère, modéré par Laurence Nardon, directrice du programme Amérique du Nord de l'IFRI, a examiné l'impact de la guerre en Ukraine sur le débat de politique étrangère à Washington du point de vue des libéraux, de ceux en faveur d'une posture de « retenue » (par opposition à « interventionnisme ») des pays d'Europe centrale et du point de vue français. À travers ses différents panels et intervenants, la conférence américaine annuelle de l'IFRI a exploré un bon nombre d'aspects de la politique américaine au lendemain des élections de mi-mandat. Le choix d'analyser les thèmes sous différents angles de vue a été particulièrement apprécié et a contribué à la richesse de cette journée.

M. F.

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE



Isabelle SAINT-MÉZARD, *Géopolitique de l'Indo-Pacifique*, Paris, PUF, 2022, 210 p.

Isabelle Saint-Mézard, spécialiste de l'Asie du Sud et maître de conférences à l'Institut français de géopolitique (IFG) de l'université Paris 8, nous propose un ouvrage de synthèse dense et éclairant consacré

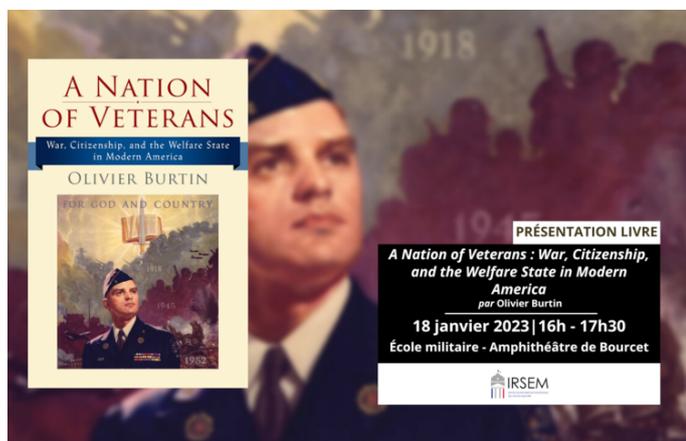
à l'Indo-Pacifique. Lorsqu'elle est apparue dans les années 2000, l'idée d'englober les océans Pacifique et Indien dans une seule entité spatiale appelée « Indo-Pacifique » paraissait saugrenue. Une décennie plus tard, cette nouvelle façon de penser l'espace en Asie est devenue incontournable. De nombreux États et organisations régionales se la sont appropriée, du Japon à l'Australie, de l'Inde à l'Indonésie et à l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN) en passant par la France, l'Allemagne et l'Union européenne. Les États-Unis, quant à eux, ont désigné cet immense espace maritime comme leur théâtre prioritaire d'engagement extérieur. À l'inverse, la Chine, suivie par la Russie, dénonce l'Indo-Pacifique comme un projet d'endiguement mené par les États-Unis et leurs alliés à son encontre. Les débats et enjeux autour de l'Indo-Pacifique reflètent ainsi le durcissement des rapports de force entre grandes puissances en Asie et les stratégies d'influence et de coalition que chacun met en place dans tous les domaines : diplomatique, économique et technologique, écologique et sanitaire, et plus que tout, idéologique.

L'ouvrage revient sur la conception et les usages de l'idée d'Indo-Pacifique par les États fondateurs (Japon, États-Unis, Australie et Inde) en étudiant au cas par cas la réaction de ces pays face à l'affirmation de la Chine sur la scène internationale. En tant que catégorie spatiale ou politique, l'Indo-Pacifique n'a rien d'évident ; la place gagnée par la Chine de Xi Jinping depuis une décennie est en revanche très concrète. L'auteur interroge la notion d'anxiété géopolitique qui se révèle pertinente dans le contexte de l'Indo-Pacifique. Isabelle Saint-Mézard traite des imaginaires géopolitiques dessinés par les différents États dans leur utilisation de l'Indo-Pacifique et de leurs réponses en matière de cadre normatif. L'auteur revient aussi, dans des pages très éclairantes, sur les dimensions discursives du concept. Elle montre que ce discours a également une vocation performative, c'est-à-dire qu'il entend faire advenir ce qu'il énonce, et qu'il vise par ce biais à structurer un espace imaginé dans la réalité, avec des enjeux

matériels, de pouvoir et de domination à la clef. La chercheuse consacre enfin des pages à la position des États réfractaires à l'Indo-Pacifique, et à ce qui explique leurs rejets. En guise de conclusion, Isabelle Saint-Mézard traite du cas de la France et de l'Union européenne en Indo-Pacifique. Le livre prend alors tout son sens et permet à l'auteur de montrer comment les objectifs de « troisième voie » s'accompagnent d'une vision du monde en recomposition, où les nouvelles hiérarchisations économiques, politiques ou sécuritaires conduisent les États à inventer de nouvelles voies.

À VENIR

18 janvier : Présentation du livre « A Nation of Veterans: War, Citizenship, and the Welfare State in Modern America » d'Olivier BURTIN, École militaire, amphithéâtre De Bourcet, 16 h - 17 h 30. [Inscription obligatoire.](#)



Cette conférence débat aura pour thème les vétérans aux États-Unis et leur rôle dans la société américaine à partir de l'ouvrage d'Olivier Burtin, maître de conférences et historien diplômé de Princeton University. La discussion ouverte au public sera animée par des spécialistes universitaires et des chercheurs de l'IRSEM.

A Nation of Veterans : War, Citizenship, and the Welfare State in Modern America a été publié par les presses de l'Université de Pennsylvanie en septembre 2022. Il décrit le rôle joué par les anciens combattants dans l'histoire de la politique sociale aux États-Unis. Le livre offre une nouvelle interprétation de l'État-providence étatsunien qui met en relief son lien de longue date avec la guerre. *A Nation of Veterans* s'attache à montrer comment les vétérans formèrent l'un des plus puissants mouvements sociaux du milieu du siècle aux États-Unis, et comment ce mouvement contribua à créer l'un des systèmes d'aides pour anciens soldats les plus généreux au monde.

7 février : « Agir concrètement pour la mixité dans l'expertise stratégique », tables rondes suivies de la signature de la charte « Jamais sans elles », École militaire, amphithéâtre Foch, 16 h 30 - 18 h 30. [Inscription obligatoire avant le 3 février.](#)

L'IRSEM, l'IRIS, l'ECFR et la FRS s'engagent en faveur de la mixité et signent une charte [#JamaisSansElles](#). À cette occasion, les centres de réflexion stratégique et l'association vous convient à la conférence précédant cette signature.